

Quand Marchais prônait la lutte prolétarienne contre l'immigration



Quand Georges Marchais en est venu à s'interroger sur la dignité des travailleurs français et sur les méfaits de l'immigration, les élus des banlieues rouges l'alertaient déjà depuis des mois des conséquences néfastes causées par l'arrivée brutale, mal préparée, d'innombrables familles maghrébines dans leurs cités.

Beaucoup d'ouvriers français supportaient mal cette promiscuité envahissante. Le parti de la classe ouvrière se devait de les défendre avec vigueur. Le 24 décembre 1980, le maire de la commune de Vitry-sur-Seine ordonnait la destruction au bulldozer d'un foyer de travailleurs maliens. Paul Mercieca dénonçait la politique de la mairie voisine de Saint-Maur-des-Fossés qui transférait le plus possible d'immigrés vers Vitry.

Le 7 février 1981, le maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles, Robert Hue, accusait une famille marocaine de vendre de la drogue à des enfants et organisait une

manifestation hostile sous ses fenêtres.

Georges Marchais publiait en une de L'Humanité du 6 janvier 1981 la lettre qu'il avait envoyée au recteur de la mosquée de Paris :

« Les patrons et le gouvernement français recourent à l'immigration massive comme on pratiquait autrefois la traite des Noirs pour se procurer une main-d'œuvre d'esclaves modernes, surexploitée et sous-payée. Cette main-d'œuvre permet de réaliser des surprofits et d'exercer une pression plus forte sur les salaires, les conditions de travail et de vie, les droits de l'ensemble des travailleurs, immigrés ou non. [...]

« Dans la crise actuelle, [l'immigration] constitue pour les patrons et le gouvernement un moyen d'aggraver le chômage, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, la répression contre tous les travailleurs, aussi bien immigrés que français.

« C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. [...] Je précise qu'il faut stopper l'immigration officielle et clandestine, mais non chasser par la force les travailleurs immigrés présents en France comme l'a fait le chancelier Helmut Schmidt en Allemagne fédérale. » Dans la lettre, il justifiait la réaction du maire de Vitry qui avait été critiquée par le recteur : « Giscard d'Estaing et les patrons refusent les immigrés dans de nombreuses communes d'où ils les rejettent pour les concentrer dans certaines villes, et surtout dans les villes dirigées par les communistes. Ainsi sont entassés dans ce qu'il faut bien appeler « des ghettos », des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions et parfois des heurts entre immigrés des divers pays.

« Cela rend difficiles leurs relations avec les Français.

Quand la concentration devient très importante [...] la crise du logement s'aggrave, les HLM font cruellement défaut et les familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges d'aide sociale pour les familles immigrées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes peuplées d'ouvriers et d'employés. L'enseignement est incapable de faire face et les retards scolaires augmentent chez les enfants, tant immigrés que français. Les dépenses de santé s'élèvent [...] la cote d'alerte est atteinte. Il n'est plus possible de trouver des solutions suffisantes si on ne met pas fin à la situation intolérable que la politique raciste du patronat et du gouvernement a créée. »

Cette défense communiste du prolétariat français submergé fut attaquée par la presse de droite. Le Figaro, et de gauche, Libération, dénoncèrent de concert le racisme du PC. La télévision giscardienne et les belles âmes de la gauche médiatique et artistique s'allièrent pour piétiner le corps de leur ennemi commun.

Marchais se battit valeureusement, mais il fut ridiculisé, insulté, abattu. Le parti communiste payait cher son opposition à la politique de fermeture des frontières. Son internationalisme inné se retournait contre son patriotisme acquis. Après une réunion secrète du bureau politique, où Pierre Juquin convainquit Georges Marchais de reculer sous la mitraille politico-médiatique, le PCF capitula et renonça à combattre l'immigration.

Marchais avait échoué dans sa défense des intérêts et du mode de vie du peuple de France.

Le secrétaire général du parti communiste aura tout tenté pour retarder le moment fatidique. Il avait fait feu de tout le bois national dont il disposait. Il avait tenté d'exalter la ferveur patriotique pour maintenir l'indépendance de la France, la souveraineté nationale et populaire, l'industrie française, le niveau de vie des salariés français, les

conditions de travail des ouvriers français, jusqu'à l'unité du peuple français.

Dans un de ses livres, *L'Espoir au présent*, Marchais écrit : « Je me suis rendu dans toutes les régions françaises. Je peux témoigner que l'aspiration première des femmes et des hommes de notre pays est de vivre libres et heureux chez eux. J'ai constaté combien les Françaises et les Français ont la passion de l'Histoire de France. Cela va des références historiques vivaces auxquelles on accroche dans toutes nos régions des événements vécus aujourd'hui, jusqu'au succès des émissions télévisées qui restituent les grands moments et les grandes figures de notre vie nationale (ce qui est bien fini !). L'Histoire nous donne des matériaux, des enseignements pour réfléchir sur le présent et le transformer. C'est ce que craint Giscard (avant Macron) qui prétend que nous sommes entrés dans un « monde sans mémoire » et il fait tout pour *affaiblir l'enseignement de l'Histoire de France à l'école*. Cette Histoire, nous y tenons. Elle nous apprend que la France est l'une des plus anciennes nations de la Terre. Elle s'est constituée ici, à l'ouest du continent européen, au carrefour de grands courants humains, dans un mouvement qui a duré des siècles. »

(texte prémonitoire librement adapté de Éric Zemmour, *Le Suicide Français*, Albin Michel, 2014)

Causeur : Plus de 5000 clandestins ont défilé samedi dans Paris malgré l'interdiction de la préfecture. La manifestation n'a pas été réprimée. Un tel laxisme démontre que le gouvernement n'entend pas infléchir une politique migratoire folle, selon Yves Mamou. Le 30 mai, plus 200 organisations gauchistes et antiracistes ont organisé librement, sans aucune répression policière, une manifestation de quelques milliers de sans-papiers, au mépris de l'interdiction faite à cette manifestation de se former et au mépris de l'interdiction sanitaire de se regrouper au-delà de dix personnes. C'est la démonstration terrible que le pouvoir politique considère les

sans-papiers comme dans son camp ! Comme toutes les manifestations de sans-papiers, celle-ci était une provocation gauchiste et indigéniste. Ses organisateurs ont voulu montrer que les règles communes ne s'appliquent pas aux étrangers entrés illégalement dans le pays, et que ces étrangers en situation illégale ont des droits supérieurs à ceux des citoyens qui résident légalement dans le pays.

Et la provocation a réussi, car Macron a laissé faire sans quasiment intervenir. Le laxisme avec lequel cette manifestation d'immigrés sans-papiers a été traitée est nul. Macron parle de rebâtir notre souveraineté économique, il parle de produire en France, mais cette stratégie nationale peut-elle s'effectuer avec une main d'œuvre mercenaire, déqualifiée, sous payée et qui n'adhère à aucune des valeurs d'une nation souveraine ?

Causeur : L'étrange suicide de l'Europe : Immigration, identité, Islam. Macron a laissé des migrants illégaux manifester en plein Paris par milliers, malgré l'interdiction. Samedi 30 mai, des milliers de sans-papiers ont défilé dans les rues de Paris pour demander leur régularisation. Traduction : Samedi 30 mai, une foule étrangère présente au mépris de nos lois sur notre sol a organisé une démonstration de force dans notre capitale pour imposer ses exigences à la République, contre la volonté du peuple souverain.

Nous savons tous qu'un référendum qui demanderait s'il faut les expulser ou les régulariser aboutirait à leur expulsion. Avec la complicité des associations habituelles, mais aussi des pouvoirs publics qui ont laissé faire, alors même que pour les Français les rassemblements de plus de 10 personnes sont interdits.

Où étaient les rodomontades du préfet Lallement ? Faut-il rappeler les milliards d'euros versés par la France à des étrangers au titre de multiples aides, alors qu'elle endette jusqu'à nos petits-enfants pour tenter de relancer l'économie,

qu'elle manque d'argent pour les hôpitaux, les écoles, les infrastructures, pour ses propres citoyens. Mais le gouvernement a choisi de laisser faire cette manifestation officiellement interdite.

Une telle démonstration de faiblesse ne peut qu'inciter toujours plus de migrants à venir s'imposer en France, et persuader un peu plus les Français qu'ils ne peuvent pas compter sur les pouvoirs publics pour défendre l'un de leurs droits les plus fondamentaux, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Causeur : L'immigration coûte beaucoup plus que 6,57 milliards d'euros à la France. Dans un rapport, la Cour des comptes analyse le coût de l'entrée, du séjour et du premier accueil des personnes étrangères en France pour 2019. Un montant de 6,57 milliards d'euros y est avancé. Cette estimation est relayée par la presse et de nombreux élus comme représentant le poids total de l'immigration pour les finances publiques.

En réalité, cette somme ne constitue qu'une petite partie de l'ensemble et son instrumentalisation témoigne d'une totale méconnaissance du sujet. La Cour des comptes ne dit pas que l'immigration a coûté 6,57 milliards d'euros en 2019. Les magistrats ne se sont pas intéressés au coût global de l'immigration pour les finances publiques. Leur analyse se concentre sur les procédures et dispositifs, les seuls prévus par le *code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile*. Les grandes masses budgétaires en sont donc explicitement exclues : dépenses sociales, assurance maladie, retraites et l'ensemble des aides sociales de droit commun (type RSA et APL), dépenses liées à la justice et à la politique de sécurité, dépenses des collectivités territoriales comme la prise en charge des mineurs isolés, etc. Le montant minimisé de 6,57 milliards d'euros est extrait d'un document budgétaire qui sous-estime grandement les coûts de l'immigration et qui présente de nombreuses approximations, incohérences et lacunes qui le rendent inexploitable.

Alors, que peut-on attendre de ces gens-là, ces idéologues adeptes de la religion du mensonge ?

Comme le dit si bien H16 : Ce pays est foutu !

Assurément, tout ça va mal finir !

Thierry Michaud-Nérard